

Union méditerranéenne : la mise en garde de Jouyet

vendredi 1er février 2008

Le secrétaire d'État aux Affaires européennes confie au *Figaro* que le projet de Nicolas Sarkozy lui semble mal engagé.

Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire d'État français aux Affaires européennes, s'inquiète des réactions négatives suscitées, en Europe, par le projet d'Union méditerranéenne lancé par Nicolas Sarkozy au moment de son élection à la présidence de la République, en juin 2007. De fait, l'initiative française est mal vue à Berlin. L'Allemagne craint qu'elle n'entre en concurrence avec d'autres projets similaires de coopération entre l'UE et les pays du Sud, dont le Maroc et l'Algérie. Par ailleurs, Angela Merkel refuse que les pays du nord de l'Europe, ne possédant pas de côte méditerranéenne, soient mis à l'écart.

Le secrétaire d'État aux Affaires européennes a confié jeudi au Figaro que ce dossier constituait « une véritable pomme de discorde » avec nos partenaires européens. Il redoute qu'elle ne perturbe le déroulement de la présidence française de l'UE, qui commence le 1^{er} juillet. « Les Allemands sont très sensibles au principe d'une concertation en amont, avant tout effet d'annonce. Or nous avons tendance à faire des annonces le matin et vouloir les réaliser le soir, explique Jean-Pierre Jouyet. Il ne faudrait pas qu'on se mette à construire un projet à côté ou en dehors de l'UE, ce qui constituerait un très grave point d'achoppement. Nous devons veiller à ne prendre aucune décision stratégique dans ce domaine sans que tous nos partenaires soient associés », ajoute-t-il.

Le projet d'Union méditerranéenne porte notamment la signature d'Henri Guaino, le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy.

À l'origine, Paris se déclarait prêt à refondre toutes les initiatives politiques existantes sur le sujet, dans un grand ensemble politique intitulé Union méditerranéenne : c'est-à-dire le processus de Barcelone, lancé en 1995, et la politique de voisinage, pilotée par la Commission européenne et visant à construire un partenariat sur mesure entre l'UE et ses principaux voisins, dont les pays méditerranéens. Aujourd'hui, Jean-Pierre Jouyet exhorte l'Élysée à ne pas trop pousser les feux, soulignant que le projet français devait être « complémentaire » des politiques déjà existantes, voire s'appuyer sur elles.

« Un choix stratégique »

« Il s'agit de se concentrer sur trois à cinq projets, pas plus » estime-t-il, citant les transports ou l'énergie. Il écarte l'idée de développer un projet de « civilisation » avec les pays méditerranéens, comme l'idée fut évoquée. « Le grand projet de civilisation, il est européen. Si nous en voulons un autre, il faut le dire. Si, à l'occasion de notre réunion qui sera organisée sur la Méditerranée, les 13 et 14 juillet à Paris, nous donnons l'impression à nos partenaires, notamment allemands, de vouloir privilégier une union à côté d'une autre, nous aurons beaucoup de mal à conserver la crédibilité de la présidence française. Nous sommes placés devant un choix stratégique : soit nous privilégions une présidence française ambitieuse, assurant la nécessaire continuité des dossiers européens, tout en donnant les impulsions nécessaires. Soit nous considérons que l'Union méditerranéenne, en soi, est plus importante que tout le reste. Mais à ce moment-là, nos partenaires pourraient nous demander de choisir », avertit-il.

Sources

Source : « Le Figaro », 25 janvier 2008

<http://www.lefigaro.fr/international...>